

Le jeudi 6 mai 2010

COMMUNIQUE DE PRESSE

Expulsion d'un enfant polyhandicapé : l'APF et RESF scandalisés !

L'Association des Paralysés de France (APF) et le Réseau Education sans Frontières (RESF) sont révoltés par l'expulsion d'un jeune polyhandicapé de 15 ans accueilli à l'Institut d'Education Motrice (IEM) « Les Jonquilles¹ » à Freyming-Merlebach (57). Lundi 3 mai à 21h, une trentaine de policiers et de gendarmes font irruption dans l'IEM. Munis d'une décision préfectorale d'expulsion, ils emmènent avec eux le jeune, devant le personnel soignant choqué et impuissant. Après avoir passé la nuit au Centre de Rétention Administrative de Metz, il a été expulsé de France avec sa famille, mardi 4 mai à 10h par avion à destination du Kosovo.

L'APF et RESF sont scandalisés par ce procédé et condamnent fermement cette expulsion. Les intérêts des politiciens et la politique gouvernementale actuelle ne doivent pas prévaloir sur l'état de santé des personnes malades et nécessitant des soins quotidiens !

Ce jeune polyhandicapé accueilli dans un IEM depuis mars 2010, est d'origine kosovare. Arrivé clandestinement en France avec ses parents, sa grande sœur et son frère, sa famille a été accueillie en Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale, tandis que la Maison des Personnes Handicapées a orienté le jeune atteint d'une maladie évolutive vers l'IEM « Les Jonquilles ». Une demande de régularisation pour la famille avait été instruite par des travailleurs sociaux.

L'APF et RESF jugent intolérables la violence et l'inhumanité de cette expulsion qui a eu lieu lundi soir dans cette structure. Le dispositif mis en place (30 policiers et gendarmes et 10 véhicules pour emmener un enfant malade ; intervention sans que l'IEM ou la DDASS n'aient été prévenus) s'apparente à de l'intimidation ! La légalité de la procédure d'expulsion qui a été imposée au directeur de la structure ne justifie pas les méthodes employées ! Les parents de l'enfant, sa sœur et son frère avaient été arrêtés quelques heures avant et étaient isolés à l'extérieur dans les véhicules. L'enfant a été emmené, sans comprendre ce qu'il se passait, avec ses affaires, ses médicaments et son dossier infirmier.

C'est par le biais de l'association RESF que l'APF a appris l'expulsion de la famille par avion le lendemain matin, mardi à 10h. Toute la procédure d'expulsion avait été organisée à l'avance puis exécutée dans la précipitation afin que l'expulsion passe inaperçue et ne soulève pas des vagues de protestation, légitimes au regard de l'état de santé de l'enfant.

¹ IEM géré par l'association AOFPAH.

L'APF, en tant qu'association gestionnaire d'établissements et services, mais aussi en tant que mouvement revendicatif des droits des personnes en situation de handicap et RESF en tant que réseau militant contre l'expulsion des sans-papiers jugent lamentable l'expulsion de ce jeune polyhandicapé. L'état de santé d'une personne malade et la nécessité de soins quotidiens importants ne peuvent pas passer au second plan, derrière une politique gouvernementale qui consiste à « faire du chiffre » en matière d'expulsions.

Contacts :

Evelyne Weymann : 01 40 78 56 59 – 06 89 74 97 37

Sylvaine Séré de Rivières : 01 40 78 69 60 – 06 07 40 16 65